



ENQUÊTE FLASH ÉLECTIONS MUNICIPALES 2026

DU 18 FÉVRIER 2026 AU 20 FÉVRIER 2026
790 RÉPONDANTS



CONTACT PRESSE : Advocaciz

Alexandra Richert : 06.08.77.86.22 - Ambre Fourneau : 06.44.39.89.25

SOMMAIRE

.....

3

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

6

SÉCURITÉ

13

FISCALITÉ

15

URBANISME

17

DIALOGUE ÉCONOMIQUE LOCAL



Sécurité

Une montée de l'insécurité qui ne remet pas en cause la confiance dans les forces de l'ordre

Une dégradation des conditions de sécurité dans leur travail pour 44% des personnes interrogées

Quel que soit le secteur géographique retenu, de la commune rurale aux métropoles, 44% des personnes interrogées déclarent noter une dégradation des conditions de sécurité dans leur activité quotidienne.

Pour 69% d'entre eux, ce **phénomène est en augmentation** au cours des 6 dernières années, soit la durée d'un mandat municipal.

Enfin, **60% des professionnels** de proximité ont déjà été **témoins d'incivilité** à divers degrés dans l'exercice de leur activité.

Les vols ou tentatives de vol, ainsi que les agressions verbales figurent en tête des items d'insécurité constatés.

Une confiance élevée dans l'action des forces de l'ordre

Face à ces évènements, les professionnels de proximité sont réactifs puisque **65% d'entre eux engagent une action** auprès des services de police sous forme de plainte ou de signalement.

Il convient de noter dans ce cadre que **46% des répondants sont satisfaits** de la réactivité des forces de l'ordre.

La minorité qui n'engage aucune démarche estime manquer de temps pour ce faire ou encore que l'incivilité constatée ne le méritait pas. En définitive, **peu nombreux (33%) sont ceux qui n'engagent aucune démarche** au motif que les forces de l'ordre seraient impuissantes. Même dans ce dernier cas, rares sont ceux qui incriminent un défaut d'action. **Le manque d'effectifs**, la **charge administrative** qui entrave la présence sur le terrain ou encore **l'absence de suites judiciaires** sont plus volontiers citées pour justifier de l'absence de signalement.

Interrogés plus spécifiquement sur l'action d'une police municipale, seules 17% des personnes interrogées la considèrent comme négative.



Fiscalité locale

La rupture

Des niveaux de fiscalité au-delà du seuil de tolérance

Les niveaux atteints par la fiscalité locale dépassent le seuil de tolérance pour une majorité de professionnels : 56% d'entre eux estiment que les services rendus ne sont pas à la hauteur des taxes acquittées.

De façon plus directe, dans un contexte économique global très tendu comme en témoignent les niveaux élevés de défaillances et de cessations volontaires d'activité, 80% des professionnels estiment que le niveau des taxes locales est incompatible avec la rentabilité de leur entreprise.

Une course à l'impôt local qui frappe des entreprises déjà fragilisées

Cette information est à mettre en lien avec les données de l'enquête SDI de janvier dernier où 60% des responsables de TPE indiquaient avoir constaté une baisse de leur marge nette en 2025 par rapport à 2024.

Les taxes locales qui pèsent le plus lourd dans les bilans sont la Taxe Foncière et la CFE (Cotisation Foncière des Entreprises), deux taxes basées sur les valeurs locatives très dynamiques ces dernières années.

Un exemple dans le Jura : la CFE multipliée par 6 d'une année sur l'autre

Le SDI citera ainsi l'exemple d'une communauté de communes située dans le Jura sur le territoire de laquelle la CFE a été multipliée jusqu'à 6 entre 2024 et 2025.



Urbanisme commerciale

Comment survivre dans un désert commercial ?

56% des personnes interrogées constatent une détérioration de leur environnement commercial au cours du mandat municipal qui prend fin.

Dans le détail, la principale problématique évoquée est la **fermeture des commerces alentours**.

Ce constat de terrain rejoint les chiffres nationaux d'un taux de vacance commerciale moyen en centres-villes de 13% à 14%, soit de 30% à 40% supérieur au seuil d'alerte communément admis de 10%.

Au-delà de ce seuil, il est extrêmement difficile de reconstituer un environnement favorable au développement d'un écosystème commercial.

Les centres-villes sont confrontés à un cercle vicieux : moins il y a de commerces, moins il y a de consommateurs et donc moins nombreux sont les commerces qui viennent s'y implanter.



Dialogue économique local

Des décisions municipales largement subies

67% des personnes interrogées déclarent subir les décisions locales qui impactent leur activité.

Ce chiffre élevé démontre l'importance cruciale d'organiser une instance de dialogue pérenne entre les autorités locales et les commerces de proximité.

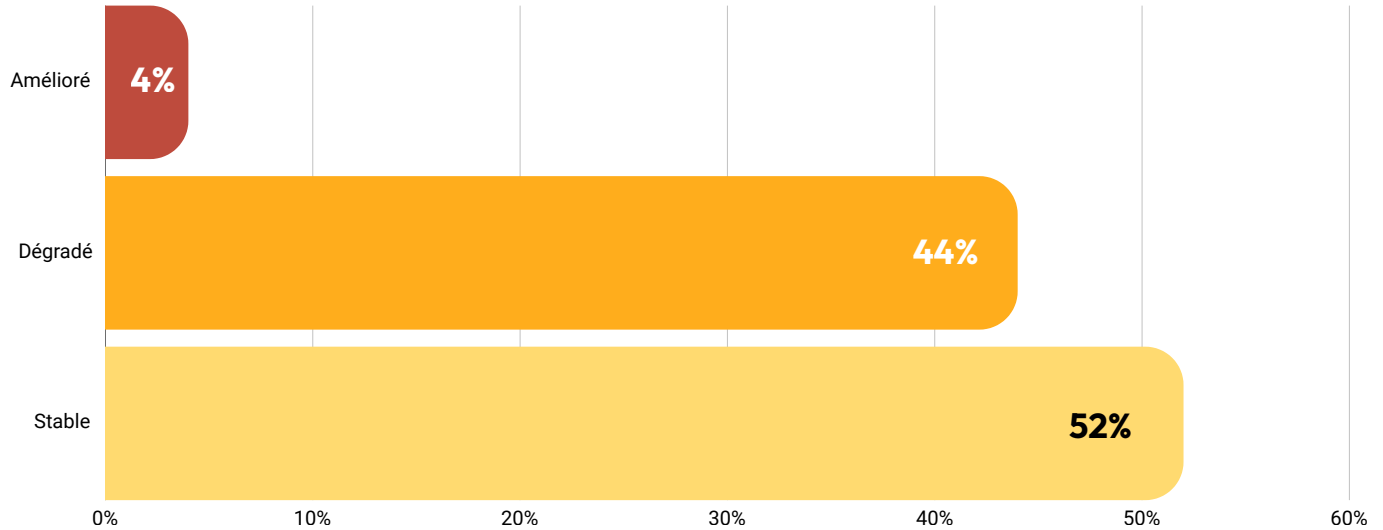
Dans l'absolu, ce rôle est dévolu aux chambres consulaires (chambres de commerce et des métiers), le cas échéant par l'intermédiaire du réseau des "Vitrines" en leur qualité d'associations de commerçants.

Il semble que ce système ne donne pas entière satisfaction,

Les sujets de l'accessibilité (stationnement, livraison), des plans de circulation et des travaux de voirie sont le plus souvent cités comme réalisés sans concertation.



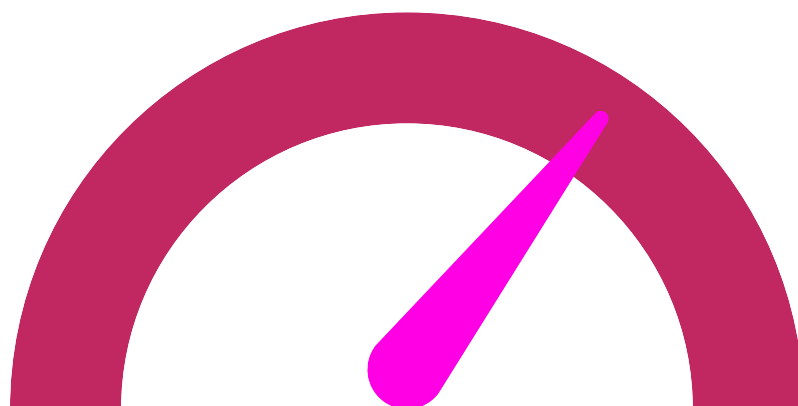
Au cours des 6 dernières années, votre sentiment de sécurité dans l'exercice de votre activité quotidienne s'est :



Avez-vous déjà été témoin d'incivilités (vol, dégradations, insultes, coups & blessures, ...) dans le cadre de l'exercice de votre activité ?



Constatez vous une augmentation des incivilités ou actes de délinquances sur les 12 derniers mois ?

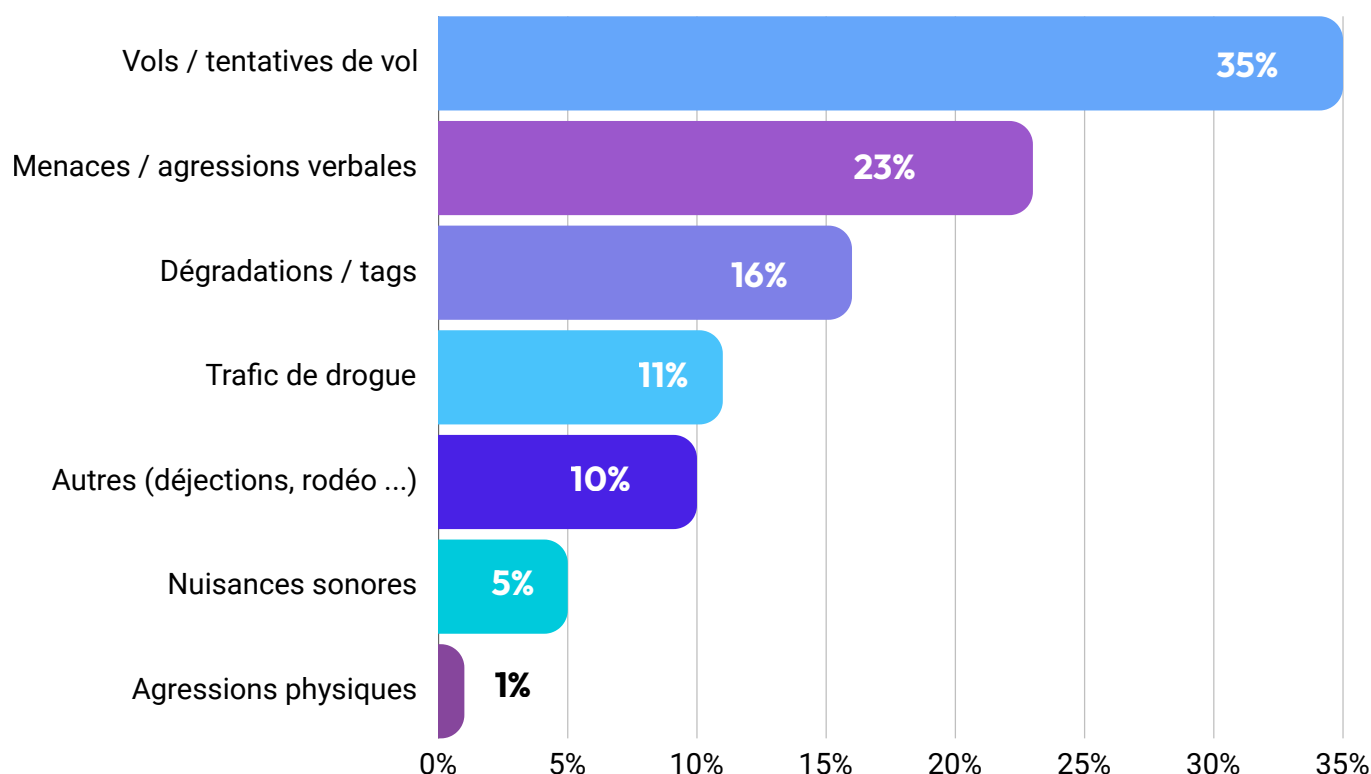


69% constatent une **augmentation** des incivilités dont :

- **41%** quelques fois
- **28%** constamment

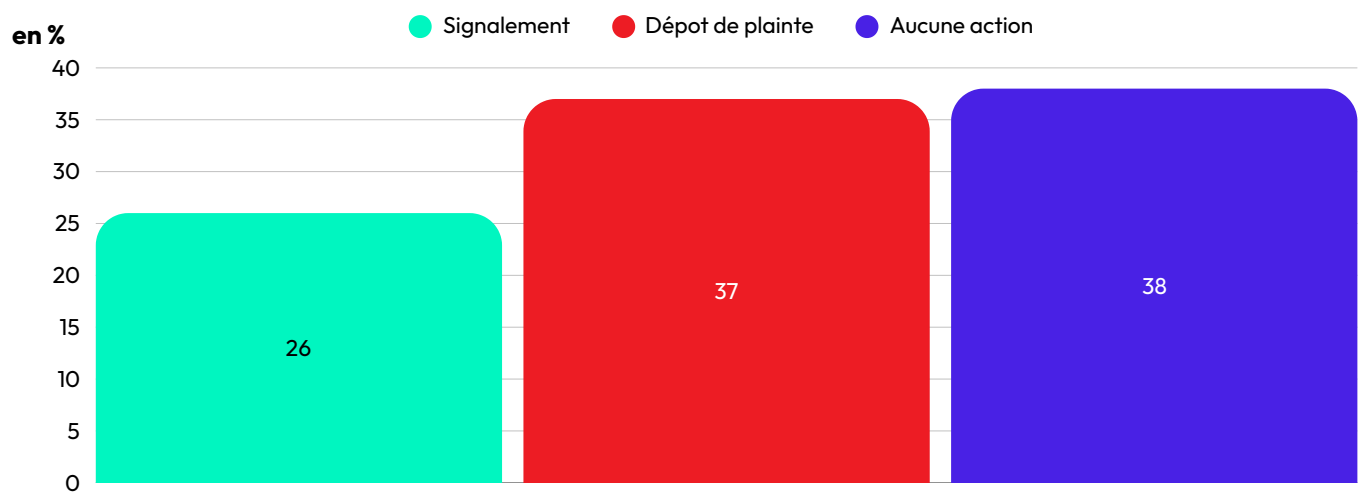
Source : Bilan des TPE - SDI - Janvier 2026

De quel(s) type(s) d'incivilités ou d'actes êtes-vous le plus souvent victime ou témoin ?



Source : Bilan des TPE - SDI - Janvier 2026

Les faits dont vous avez été témoins ont-ils conduits de votre part à :



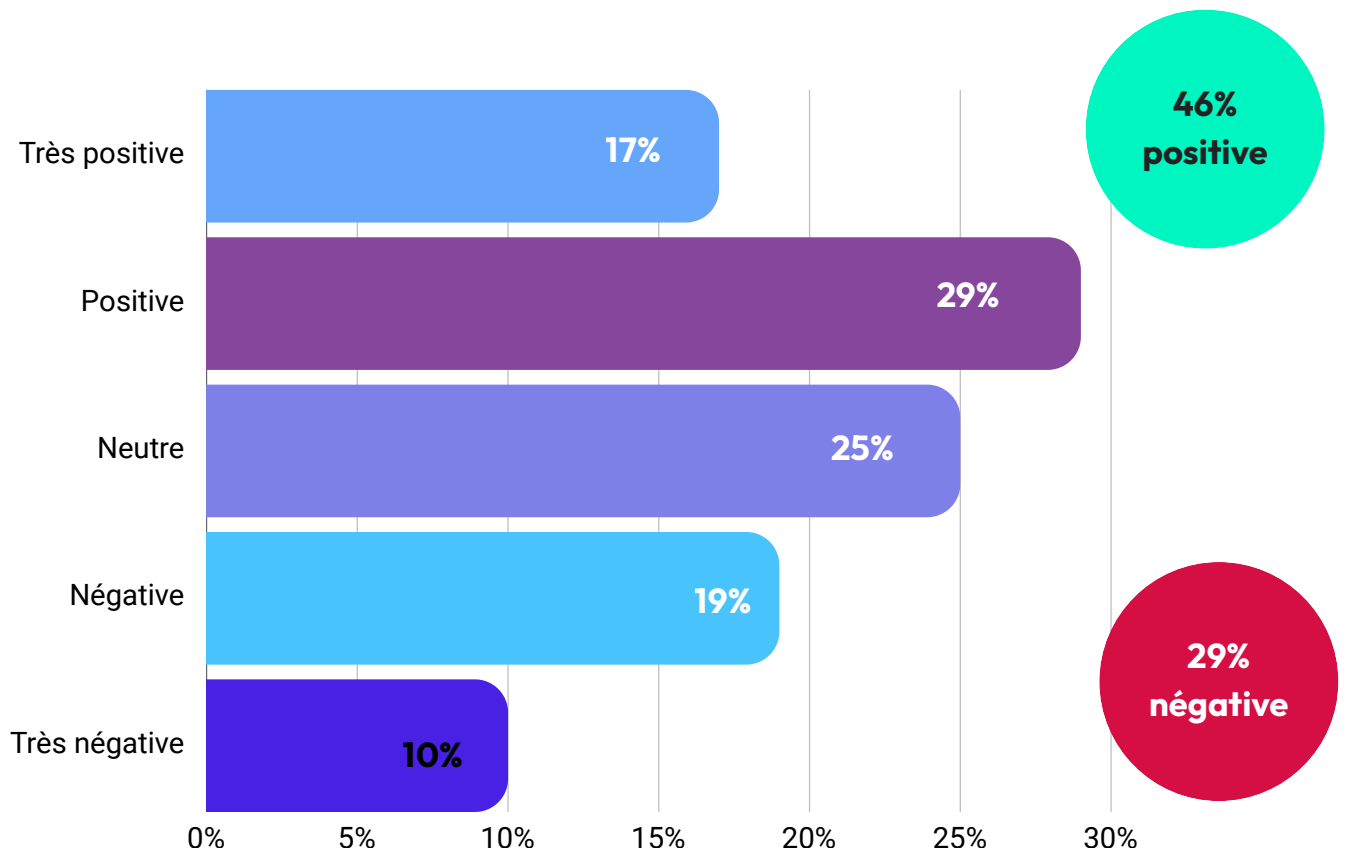
26%, ont effectué un signalement

37%, ont déposé plainte

38%, ont n'effectué aucune action



Quelle est votre appréciation de la réactivité des forces de l'ordre dans ce cadre ?



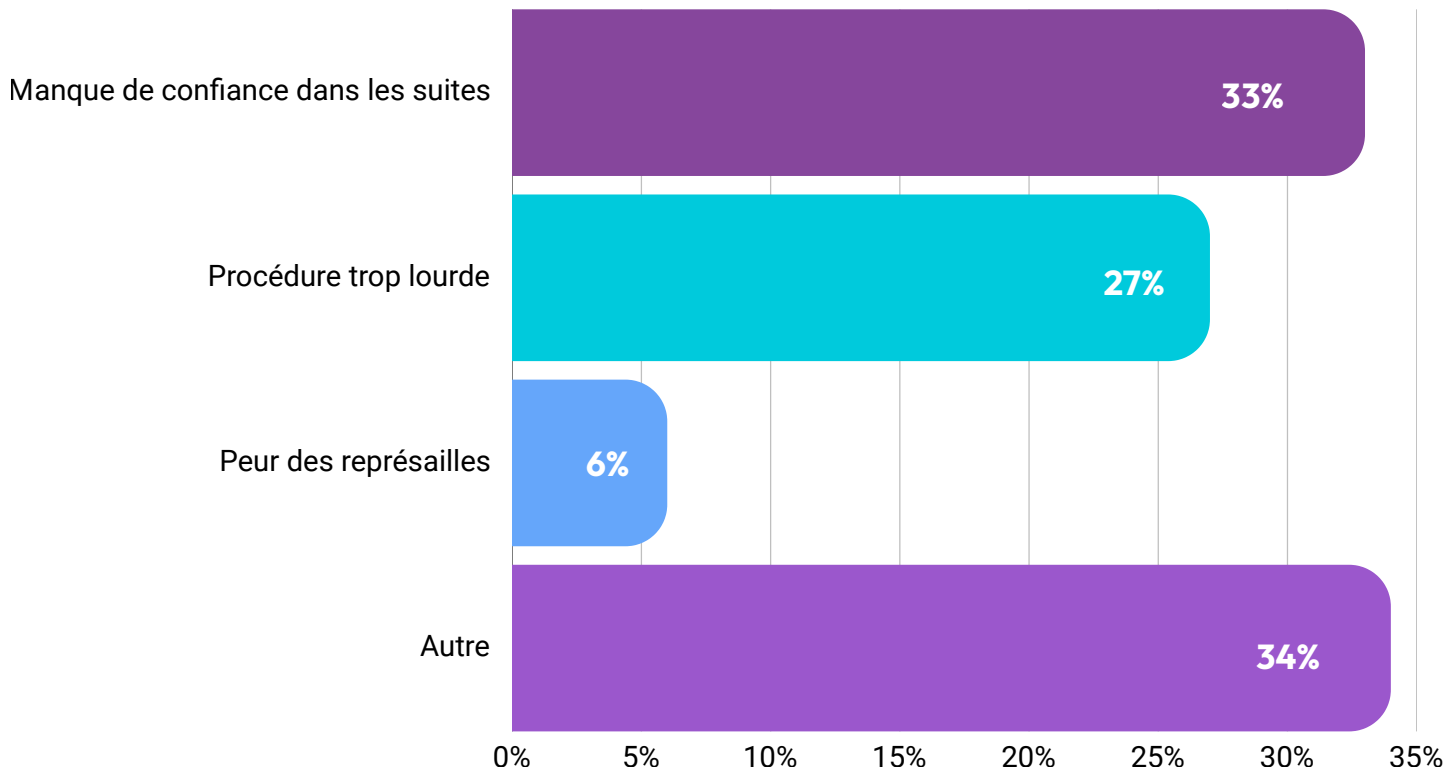
Témoignages

Les forces de l'ordre ne sont pas assez présentes sur le terrain, dans nos villes, sans doute envahies par l'administratif obligatoire et malheureusement en progression dans leurs bureaux.

La première fois il n'y a pas eu de suite et la deuxième fois ils ne se sont pas déplacés, effraction en pleine nuit, nous le savons attendus, ils nous ont dit qu'on pouvait aller se recoucher qu'ils passeraient demain mais personne est venu ensuite nous le savons rappelé mais de nouveau ils ne sont pas venus donc rien a signalé à notre assurance.

Soit la plainte n'a pas été prise, soit il ne se passe strictement rien après la plainte.

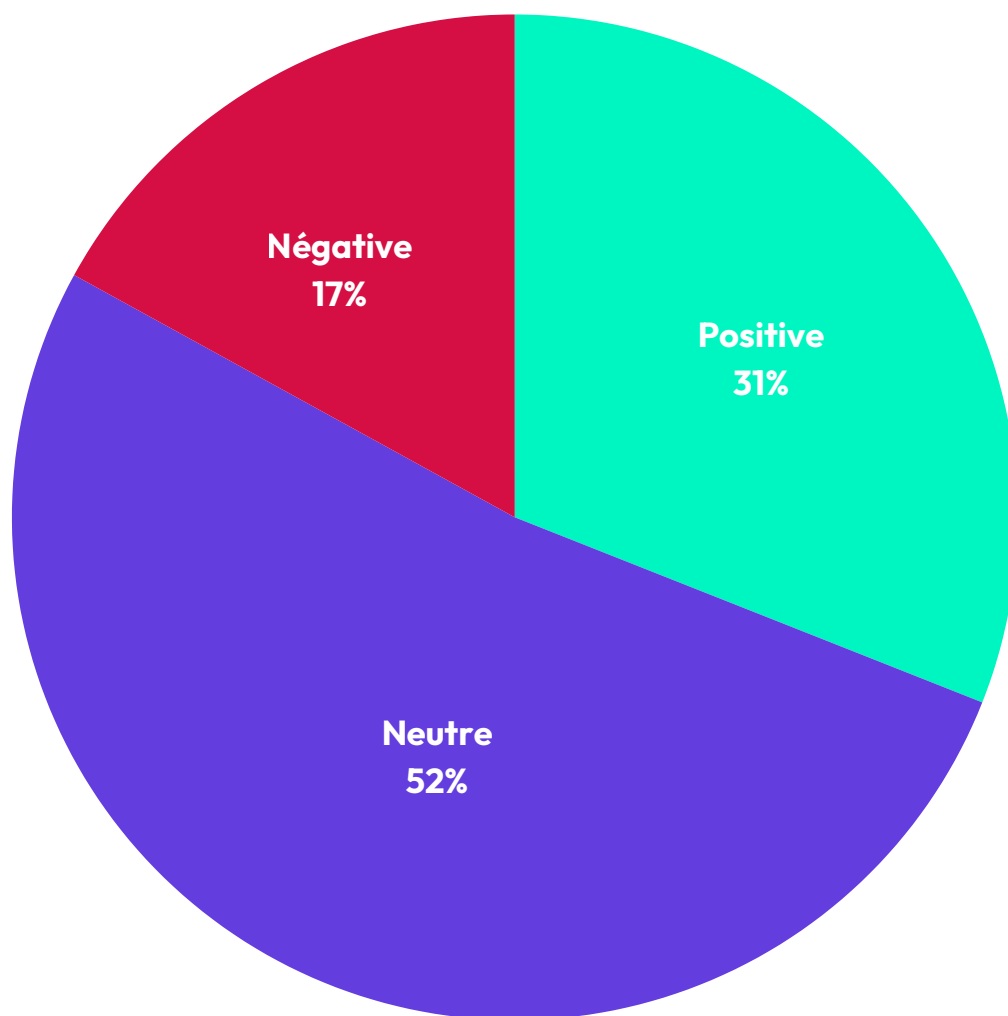
Si vous n'avez engagé aucune action, quelle en est la raison ?



Autre : Manque de temps; objet du délit considéré comme “bénin”.

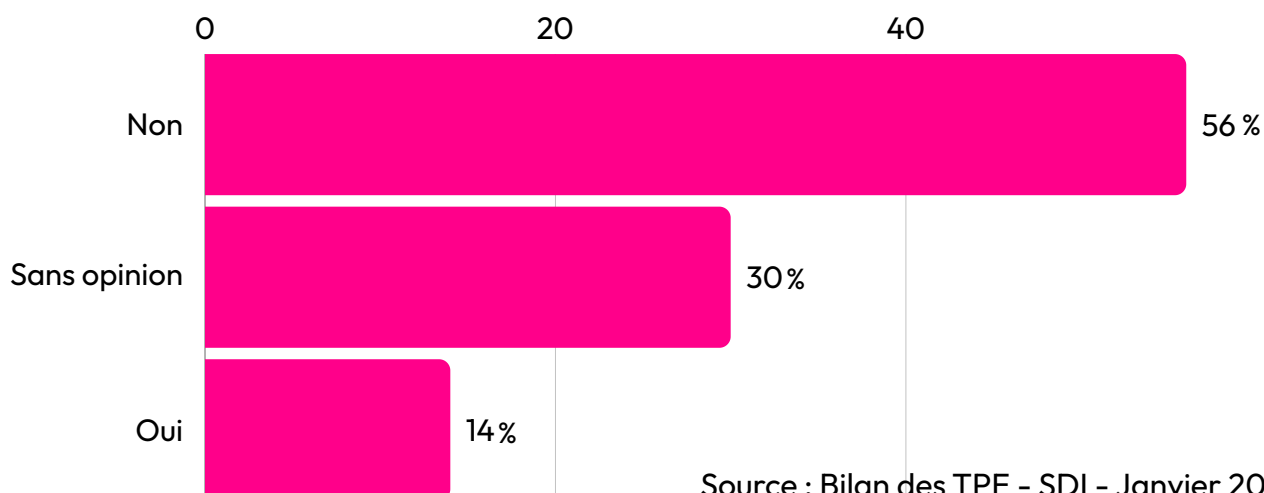
Témoignages
<i>Ça ne sert à rien.</i>
<i>Cela ne nécessite pas de perdre du temps dans les procédures.</i>
<i>Pas le temps pour un résultat nul.</i>

Quelle est votre appréciation de l'action de la police municipale en ce qui concerne la sûreté et la sécurité de votre activité ?



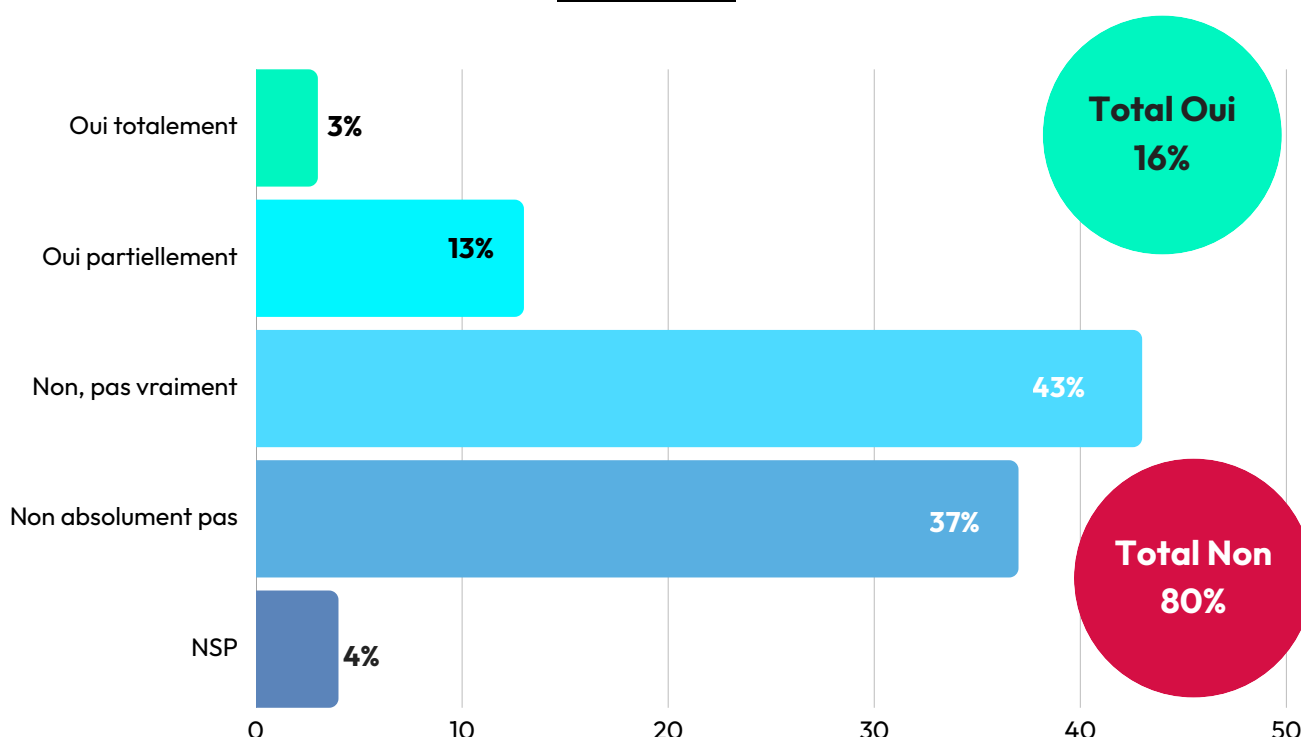
Fiscalité

Estimez-vous que les services rendus par la commune (propreté, sécurité, ...) sont à la hauteur des taxes locales que vous payez chaque année ?

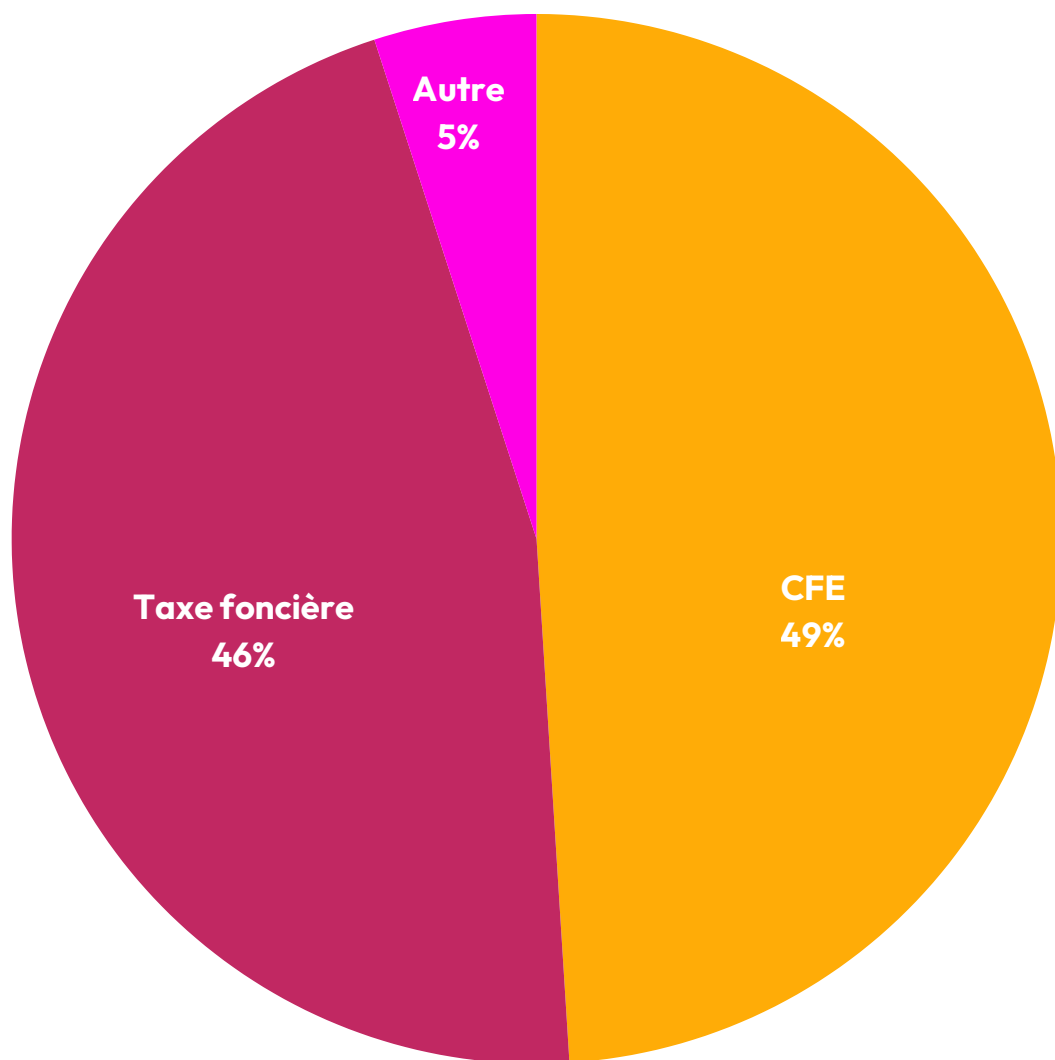


Source : Bilan des TPE - SDI - Janvier 2026

Considérez-vous que le niveau des taxes locales (CFE, Taxes foncière, TLPE, droit de terrasse, ...) est compatible avec la rentabilité de votre activité ?

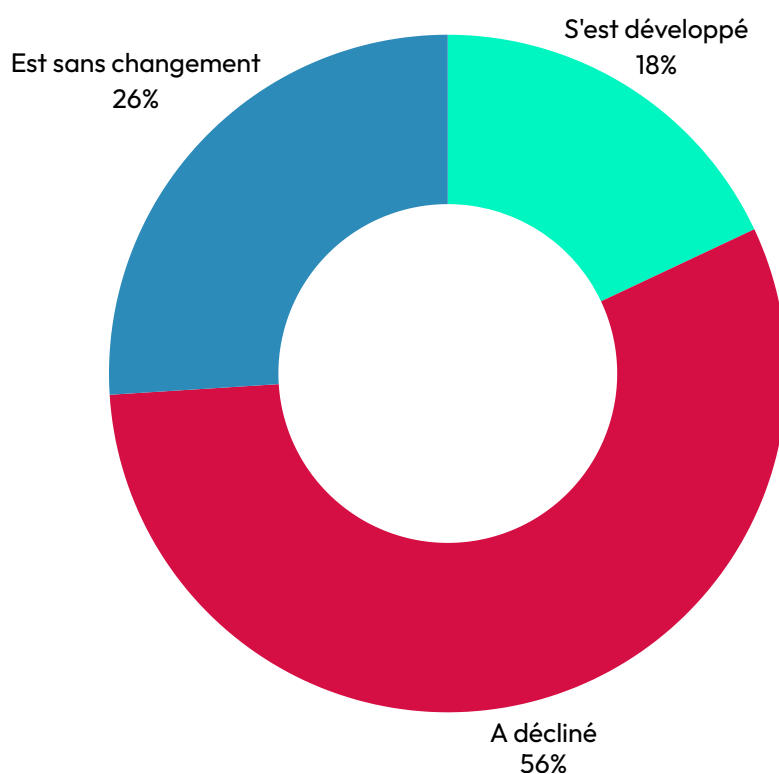


Quelle est la taxe locale qui pénalise le plus la rentabilité de votre activité ?



Urbanisme

Au cours du dernier mandat municipal (6 ans), diriez-vous que votre environnement commercial (nombre de commerces alentour, accessibilité, ...):



Témoignages

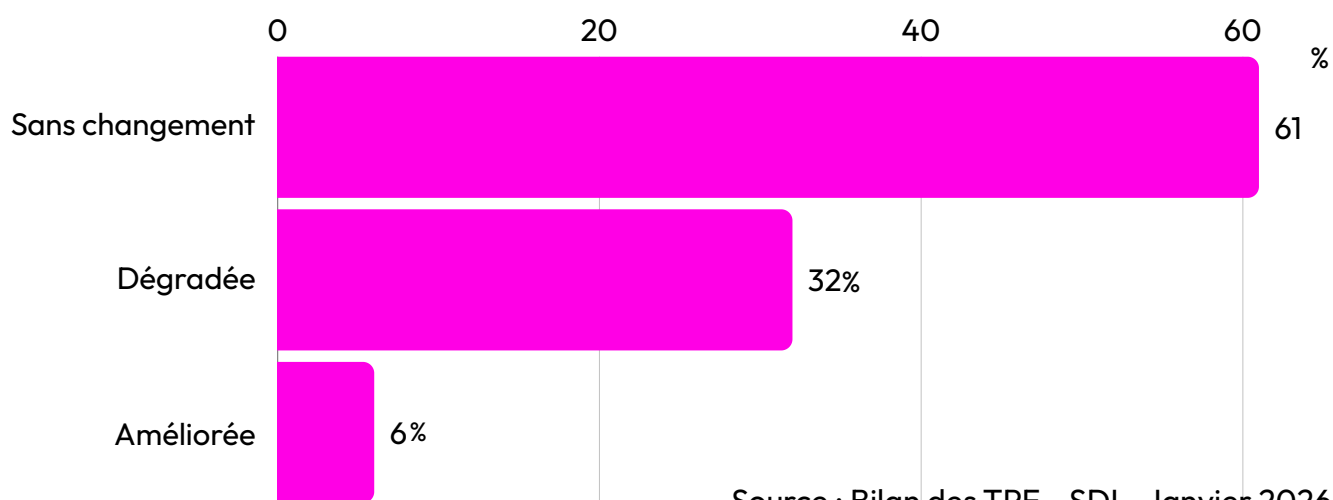
De plus en plus de commerces ferment définitivement.

Fermetures commerces diverses centre-ville, accès et stationnement décourageants et compliqués.

Plus aucun commerçant ne s'installe dans un centre-ville désert.

Ouvertures/fermetures à répétition, globalement moins de commerces.

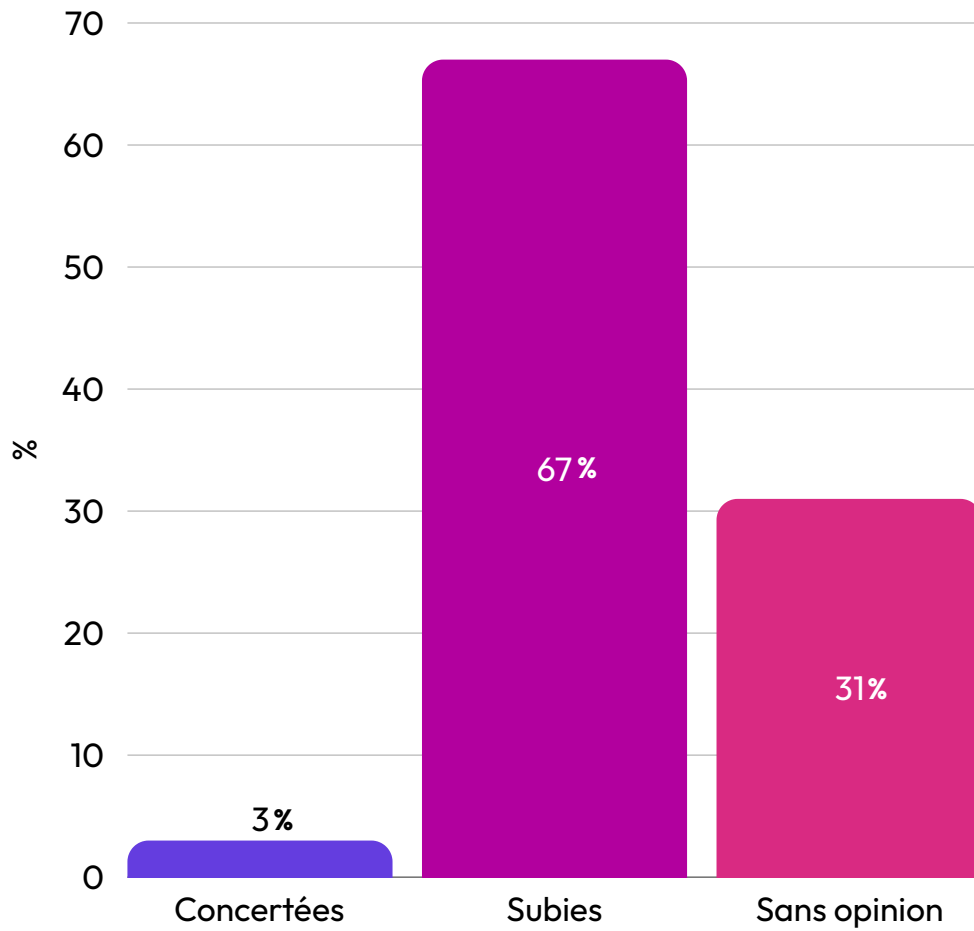
Au cours du dernier mandat municipal, pour vos clients et vos livraisons, diriez-vous que l'accessibilité de votre entreprise (stationnement, plan de circulation, ...) s'est :



Source : Bilan des TPE - SDI - Janvier 2026

Dialogue économique local

De votre point de vue, les décisions commerciales impactant votre activité économique locale sont :



Note méthodologique

Cette enquête repose sur un questionnaire administré en ligne auprès des adhérents du SDI.

Les données présentées proviennent des réponses volontaires complètes des participants.

Les résultats reflètent l'opinion des répondants à la date de collecte.

Les données montrent que les problématiques des dirigeants de TPE sont homogènes sur l'ensemble du territoire français, indépendamment de la taille ou du secteur d'activité.



Syndicat des Indépendants et des TPE

CONTACT

contact@sdi-pme.fr

04.78.34.65.97